

## Une situation dramatique... et révélatrice!

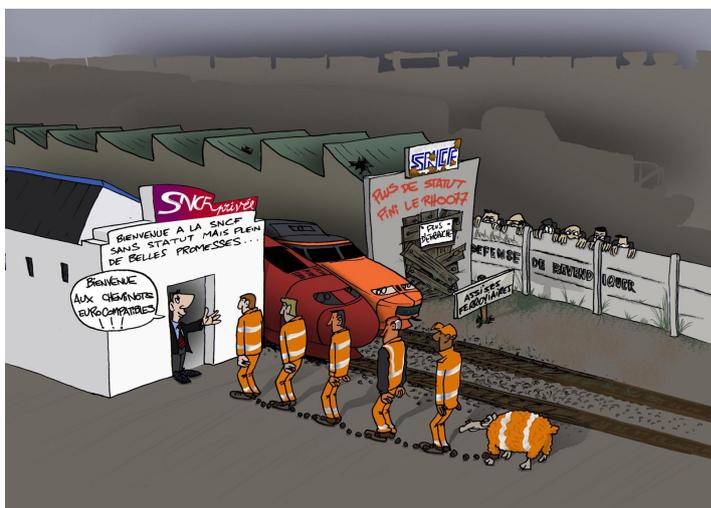
*La situation de crise sanitaire que nous traversons est bien évidemment d'abord marquée par des drames humains. Elle est également éclairante sur le fonctionnement de la société et les évolutions qui ont marqué les dernières années.*

C'est bien sûr particulièrement frappant dans le cas de l'hôpital public. Comment ceux qui gouvernent le pays peuvent-ils faire semblant aujourd'hui de découvrir la situation ? 100 000 lits supprimés par les gouvernements successifs depuis 20 ans, dont 17 000 sous le gouvernement précédent auquel participait un certain Emmanuel Macron, et plus de 4 000 depuis le début de ce quinquennat : comment s'étonner aujourd'hui que les hôpitaux aient tant de mal à faire face à la crise ?! Les mouvements de grèves et de manifestations des personnels hospitaliers se sont multipliés depuis plus d'un an pour dénoncer l'asphyxie de l'hôpital dans l'indifférence totale du gouvernement.



. Il faut le dire clairement, la situation actuelle est bel et bien le fruit de choix délibérés des gouvernements successifs et le Président de la République qui salue l'héroïsme des personnels et déclare son amour de l'Etat-providence fait un numéro de Tartuffe ! Le programme mis en œuvre est à l'exact opposé : attaques en règle contre la sécurité sociale et les services publics s'enchaînent à un rythme effréné depuis le début du quinquennat, et il est presque heureux que cette crise survienne avant l'achèvement complet de ce programme.

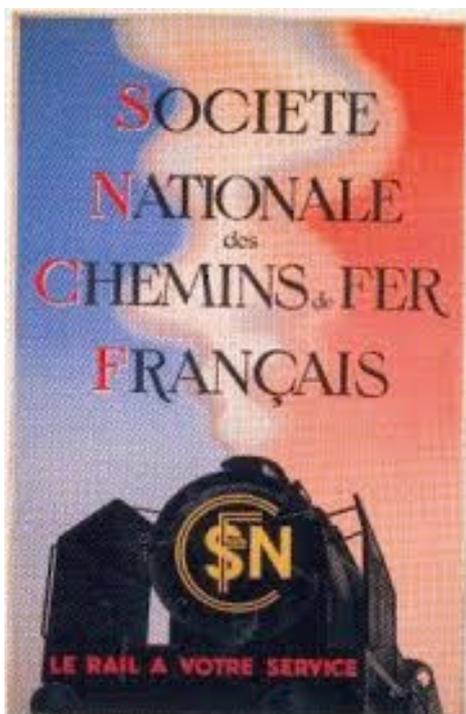
Du point de vue du transport ferroviaire, le démantèlement de la SNCF en cours depuis 2014 ne peut être masqué par l'affrètement de TGV médicalisés qui tiennent plus de la mise en scène que des services réels que pourrait rendre une véritable entreprise publique unifiée sous monopole d'Etat. Les trains équipés de voitures-ambulances sont une chose ancienne. Des voitures Corail ainsi aménagées étaient en service jusqu'à leur démantèlement en 2014 et pouvaient transporter 40 malades par voiture. Aujourd'hui, un train entier pour trente malades, on ne peut pas dire que le service ait gagné en efficacité.



On voit d'ailleurs en regardant autour de nous en Europe la nécessité d'un véritable service public du transport ferroviaire. En Allemagne, Flixtrain, concurrent de la DB a suspendu son service pour la durée de la crise et ses « clients » ayant déjà réservé sont aujourd'hui transportés par la DB. En Angleterre, le gouvernement conservateur vient de suspendre les franchises des différents opérateurs privés pour exploiter en propre les chemins de fer jusqu'à la fin de la crise par crainte de faillites. Encore et toujours le vieil adage : on nationalise les pertes, on privatise les profits.



On pourrait longtemps multiplier les exemples. Les privatisations à tout va de ces dernières années laissent un gouvernement bien à la peine pour gérer la crise. Les salariés démontrent chaque jour qui est indispensable à assurer les besoins essentiels de la nation.



Aujourd'hui, employeurs et gouvernement envoient chaque jour les salariés au charbon, sans être même capable de leur fournir les moyens de protection indispensables à la préservation de leur santé. C'est notamment le cas dans notre entreprise. Où sont passés les masques, les lingettes, les gels que l'entreprise est sensée avoir en stock comme le prévoient les règlements internes applicables en situation de pandémie.... Interrogés par FO Cheminots, Direction de la SNCF et Ministère des Transports sont muets à ce jour !



Toute honte bue, voilà qu'aujourd'hui on applique des dérogations à la réglementation du travail en imposant des repos aux salariés pour leur faire payer la crise sanitaire.

Il faudra que les leçons de cet épisode dramatique soient tirées dès la fin de la crise. Depuis des années, l'idéologie dominante traite d'extrémistes ceux qui osent parler de nationalisation. Nous disons pour notre part qu'il est plus que temps de remettre un peu de République dans notre pays. Comme le dit le préambule de la Constitution : «*Tout bien, tout entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité* ». Cette crise sanitaire peut au moins permettre de dresser la liste des biens et entreprises concernés.

**Pour FO CHEMINOTS,**

**l'heure n'est pas à confiner les revendications!**

